



Union togolaise de banque

RAPPORT
ANNUEL
2 0 1 3

Chiffres – clés	3
Renseignements juridiques	4
Commissaires aux comptes	4
Agences	4
Composition du Conseil d'Administration	5
Composition de la Direction	5
Rapport du Conseil d'Administration au Conseil de Surveillance	6
Rapport général du Commissaire aux Comptes	18
Rapport spécial du Commissaire aux Comptes	20
Etats financiers au 31 décembre 2013	21
Bilans des exercices 2009 à 2013	26
Comptes de résultats des exercices 2009 à 2013	27
Evolution des dépôts des exercices 2009 à 2013	28
Evolution des crédits des exercices 2009 à 2013	29
Evolution des fonds propres effectifs des exercices 2009 à 2013	30
Résolutions	31

ACTIVITES

Désignation	2013	2012	Ecart	Variation en %
Dépôts clientèle *	136 262	129 596	6 666	5,14
Créances clientèle *	122 990	115 754	7 236	6,25

RESULTAT

Désignation	31/12/2013	31/12/2012	Ecart	Variation en %
Produit Net Bancaire *	12 364	13 161	-797	-6,06
Charges de fonctionnement *	6 156	5 597	559	9,99
Résultat Brut d'Exploitation *	5 198	6 588	-1 390	-21,10
Résultat Net *	2 548	2 612	-64	-2,45
Coefficient d'exploitation (%)	49,79	42,53	7,26	17,07

STRUCTURE

Désignation	2013	2012	Ecart	Variation en %
Total Bilan *	190 094	189 818	276	0,15
Fonds Propres effectifs *	18 567	17 178	1 389	8,09
Ratio de couverture des risques (%)	12,13	12,33	0	-1,62
Nombre d'agences	40	40	0	0,00
Effectif	260	261	-1	-0,38

* en millions de FCFA

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Raison sociale	:	Union Togolaise de Banque
Forme juridique	:	Société anonyme
Date de création	:	30 juin 1964
Actionnaire	:	Etat Togolais
Siège social	:	Lomé B.P. 359. Tel (228) 22 23 43 00/ 01 (228) 22 21 50 02 Fax (228) 22 21 22 06
Adresse Swift	:	UNBTGTG
Site web	:	www.utb.tg
E-mail	:	utb.sdg@utb.tg

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaires	:	EFOGERC	Tel : (228) 22 21 21 11
		AUDIT & CONSULTING CENTER (A2C)	Tel : (228) 22 20 66 09
Suppléants	:	CKA	Tel : (228) 22 21 62 26
		EXPERTS ASSOCIES	Tel : (228) 22 21 38 99

AGENCES ET BUREAUX

A Lomé

Circulaire ; Centrale, Port, Aéroport, Résidence du Bénin ; Hédzranawoé ; Média + ; Campus ; Boulevard-Est ; Adidogomé ; Agoényivé ; Attikoumé ; Bé-Kpota ; Kegué ; Total-port ; Kpéhénou; Tokoin-Trésor ; Totsi ; Jean-Paul II Novissi ; Eda-Oba ; GUCE ; OTR Impôts.

A l'intérieur

Aného ; Atakpamé ; Kpalimé ; Kara ; Sokodé ; Dapaong ; Cinkassé ; Mango ; Guérin - kouka ; Pya ; Kétao ; Bassar ; Tchamba ; Sotouboua ; Anié ; Tsévié ; Adeta ; Vogon ; Tagbligbo ; Kanté ; Notse ; Assahoun.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Badawasso T. GNARO	:	Président Secrétaire Général au Ministère de l'Economie et des Finances,
Yaovi Attigbé IHOU	:	Membre Directeur Général de l'U.T.B. Ministère de l'Economie et des Finances.
Idissa DERMAN	:	Membre Retraité de la Fonction Publique Ministère de l'Economie et des Finances.
Koffi Mawuéna AMEGAVI	:	Membre Directeur du Matériel et de Transit Administratif Ministère de l'Economie et des Finances.
Kueku Banka JOHNSON	:	Membre Directeur du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF- LOME) Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé.
Adoukoê Adjoavi AKPABIE	:	Membre Directrice Générale Adjointe de la Planification et du Développement. Ministère auprès du PR, Chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du territoire.

COMPOSITION DE LA DIRECTION

Yaovi Attigbé IHOU	:	Directeur Général
Komi Casimir VOVOR	:	Directeur de l'International & de la Trésorerie
Mawuéna AZIAMOE	:	Directeur Administratif et Financier
Haady MEATCHI	:	Directeur du Système de l'Information & de la Production
Mada Joél BODJONA	:	Directeur Commercial
Kwame KPONYO	:	Directeur des Engagements
Komi LADZEKPO	:	Auditeur Général
Tagba ABI	:	Contrôleur de Gestion
Ouro-Akpo MOUSSA	:	Chargé de mission auprès du DG
Kwame KPEKPASSI	:	Chargé de mission auprès du DG

• RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Président du Conseil d'Administration, conformément aux prescriptions légales et statutaires, se fait le devoir de vous présenter le rapport sur l'activité de la banque et soumettre à votre approbation, les comptes de l'Union Togolaise de Banque (UTB) clos au 31 décembre 2013.

La conjoncture économique internationale a été marquée par une reprise modérée de la croissance, en rapport avec le maintien des politiques monétaires expansionnistes et des politiques budgétaires moins restrictives. L'amélioration de l'activité est due également à un léger redressement des exportations et de la production industrielle.

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Aux Etats-Unis

Le quatrième trimestre 2013 a été caractérisé par la poursuite de l'amélioration de l'activité économique et du marché du travail, nonobstant la paralysie budgétaire observée en octobre 2013. Selon le Département du Commerce, le produit intérieur brut a progressé, en glissement annuel, de 3,2% au quatrième trimestre 2013 contre 4,1% le trimestre précédent.

Cette tendance favorable de l'économie américaine s'est confirmée par une baisse du taux de chômage qui a atteint son plus bas niveau depuis cinq ans (6,7% en décembre 2013). Au plan de la politique monétaire, la Réserve Fédérale (Fed) a maintenu sa politique monétaire accommodante, notamment son programme de rachat de titres du Trésor.

Dans la Zone euro

L'environnement économique a été marqué par la confirmation d'une sortie de récession, accompagnée de bonnes perspectives de croissance. L'activité dans la Zone euro devrait être soutenue par une demande intérieure dans un contexte de la modération de la consolidation budgétaire et un redressement de l'investissement privé. Ainsi, le produit intérieur brut de la Zone ressortirait à 0,2% au dernier trimestre de l'année 2013 contre 0,1% un trimestre plus tôt. Au plan de la politique monétaire, la BCE a baissé son principal taux directeur de 25 points de base en novembre 2013, motivée notamment par la faiblesse de l'inflation et le souci d'assurer une meilleure disponibilité de liquidité pour les banques.

Au Japon

Le rebond de la croissance se confirme en fin d'année 2013. L'activité économique a été soutenue par le dynamisme des exportations, dû à l'accélération progressive du commerce mondial et aux gains de compétitivité issus de la dépréciation du yen. La croissance du PIB est attendue à 1,8% en moyenne en 2013 et un taux d'inflation de 0,4%, en moyenne annuelle, qui est ressorti positif pour la première fois depuis cinq ans.

En Chine

La croissance a légèrement ralenti au quatrième trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent. Selon les chiffres officiels publiés par le gouvernement, le produit intérieur brut est ressorti, en rythme annuel, en hausse de 7,7% au dernier trimestre 2013 contre 7,8% au troisième trimestre.

Cette évolution est liée à une décélération de l'investissement, de la production manufacturière et au reflux des exportations. Elle a été soutenue par la nouvelle politique du gouvernement d'adopter un modèle de croissance tourné vers la consommation des ménages.

Dans l'UEMOA

L'indice de la production industrielle a enregistré une hausse après avoir replié le trimestre précédent. La production industrielle s'est accrue de 6,3% en glissement annuel. Cette augmentation est relevée essentiellement dans le secteur manufacturier et, dans une moindre mesure, celui des mines. De même, par rapport à l'année précédente l'indice du chiffre d'affaires a progressé de 12,5%.

Le taux d'inflation dans l'UEMOA a poursuivi son orientation baissière. Le taux d'inflation en glissement annuel dans l'Union est passé de 1,1% à fin septembre 2013 à 0,04% à fin décembre 2013. Cette décélération des prix est liée à la détente des prix des produits alimentaires, notamment des légumes et des céréales locales, en rapport avec l'offre satisfaisante de produits vivriers.

En perspective,

Sur le premier trimestre 2014, le taux d'inflation est projeté à 0,6% contre 0,4% au trimestre précédent. Le taux d'inflation en moyenne annuelle dans l'UEMOA s'est établi à 1,5% en 2013 contre 2,4% en 2012.

La position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER), indique, en glissement annuel, un gain de compétitivité de 0,3% au quatrième trimestre 2013 après une perte de 1,6% enregistrée le trimestre précédent. Cette évolution est liée essentiellement à un différentiel d'inflation favorable à l'Union vis-à-vis de ses partenaires.

Au plan de la politique monétaire, la Banque Centrale a intensifié ses opérations d'injection de liquidités. Cette situation se traduit par un assouplissement des conditions de crédits sur l'ensemble des compartiments du marché. Ainsi, le taux moyen pondéré d'appels d'offres d'injection de liquidités est passé de 2,76% au troisième trimestre 2013 à 2,57% au cours du trimestre sous revue.

Au niveau du TOGO,

Le taux de croissance estimé du PIB réel est de 5,6% en 2013 contre 5,9% en 2012. Le taux de croissance dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire marchand est respectivement de 6,0%, 8,3 % et 5,2%. L'indice du déflateur du PIB est en progression de 2,8%.

Le taux d'inflation mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) sur les six premiers mois de l'année 2013 est de 2,7% par rapport au premier semestre 2012.

La situation provisoire des finances publiques se présente comme suit :

- des recettes totales de 218,1 milliards de FCFA pour 414,9 milliards de FCFA prévu par le collectif budgétaire, soit un taux de réalisation de 52,6%;
- des dépenses courantes et prêts nets de 209,4 milliards de FCFA contre 378,5 milliards de FCFA prévus par le collectif budgétaire, soit un taux d'exécution de 55,3% ;

- des dépenses d'investissement de 52,5 milliards de FCFA contre 230,4 milliards de FCFA prévu, soit un taux d'exécution de 22,8% ;
- un financement intérieur net de 10,6 milliards de FCFA et un financement extérieur net de 16,9 milliards de FCFA.

Le stock de la dette publique se chiffre à 1076,8 milliards de FCFA à fin juin 2013 contre 1048,8 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit une hausse de 2,7%. Il est composé de 29,2% de dette extérieure et 70,8% de dette intérieure.

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2013, un solde déficitaire de 24,8 milliards résultant d'un déficit courant de 247,1 milliards de FCFA et d'un excédent de flux nets de capitaux de 222,2 milliards de FCFA.

Par rapport à fin décembre 2012, la situation monétaire à fin juin 2013 est caractérisée par une baisse de 16.999,5 millions FCFA des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 37.207,8 millions de FCFA du crédit intérieur et un accroissement de 46.032,3 millions de FCFA de la masse monétaire.

L'exercice 2013 a permis de conforter les principaux agrégats de la banque, malgré l'impact de la concurrence rude enregistrée au cours de l'année. La situation patrimoniale s'est améliorée.

I. AU PLAN DE L'EXPLOITATION

Les objectifs de croissance de la banque se sont poursuivis au cours de l'année. L'arrêté des comptes au 31 décembre 2013 fait ressortir une masse bilancielle qui s'est accrue de 0,15 % pour se situer à 190 094 millions contre 189 818 millions une année plus tôt. Les ressources clientèle ont progressé de 5,14 % pour s'établir à 136 262 millions contre 129 596 millions au 31 décembre 2012. Les emplois clientèle ont progressé de 6,25 % pour s'établir à 122 990 millions contre 115 754 millions au 31 décembre 2012.

En millions de FCFA

	31/12/2013	31/12/2012	Ecart	Variation en %
TOTAL BILAN	190 094	189 818	276	0,15
RESSOURCES CLIENTELE	136 262	129 596	6 666	5,14
EMPLOIS CLIENTELE	122 990	115 754	7 236	6,25
CREANCES EN SOUFFRANCE BRUT	20 026	17 178	2 848	16,58
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	51 332	34 124	17 208	50,43

II. EVOLUTION DES RESSOURCES - CLIENTELE

Elles sont caractérisées par l'accroissement des dépôts à terme de 46,73% pour se situer à 42 674 millions en décembre 2013 contre 29 084 millions l'année précédente, les dépôts d'épargne ont progressé de 4,49% par rapport en 2012.

En millions de FCFA

	31/12/2013	31/12/2012	Ecart	Variation en %
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	58 537	66 994	-8 457	-12,62
COMPTES A TERME	42 674	29 084	13 590	46,73
COMPTES D'EPARGNE	32 328	30 940	1 388	4,49
AUTRES DEPOTS	2 723	2 578	145	5,62
TOTAL	136 262	129 596	6 666	5,14

L'exercice 2013 est marqué par la volonté de reconquête de nos positions antérieures. L'intensification de nos actions de collecte de l'épargne a entraîné une progression de nos dépôts à terme de 13 590 millions soit 46,73% et les comptes d'épargne de 4,49 %, soit 1 388 millions par rapport à l'année précédente.

III. EVOLUTION DES EMPLOIS CLIENTELE

Au niveau des emplois, l'assainissement du portefeuille se poursuit. Le portefeuille a progressé passant de 115 754 millions en 2012 à 122 990 millions en 2013. Cette hausse de 6,25% est consécutive aux concours mis en place au profit des sociétés de la place et des particuliers.

En millions de FCFA

	31/12/2013	31/12/2012	Ecart	Variation en %
PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX	749	1 690	-941	-55,68
AUTRES CREDITS A COURT TERME	6 882	10 110	-3 228	-31,93
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	75 374	59 748	15 626	26,15
CREDITS A MOYEN TERME	32 515	37 788	-5 273	-13,95
CREDITS A LONG TERME	1 010	613	397	64,76
CREANCES EN SOUFFRANCE BRUT	20 026	17 178	2 848	16,58
PROVISIONS SUR LES CREANCES EN SOUFFRANCE	13 566	11 373	2 193	19,28
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	122 990	115 754	7 236	6,25

IV. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les engagements de financement donnés atteignent au 31/12/2013, 6 603 Millions contre 6 240 Millions au 31/12/2012. Ils sont en hausse de 363 millions et sont dus à des ouvertures de crédit documentaire.

Les engagements de garantie donnés se chiffrent au 31/12/2013 à 44 729 Millions contre 27 884 Millions au 31/12/2012 soit une progression de 16 845 millions. La reprise de la coopération avec les bailleurs de fonds à intensifier les travaux de grande d'envergure dans le pays.

En millions de FCFA

	31/12/2013	31/12/2012	Ecart	Variation en %
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	6 603	6 240	363	5,82
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	44 729	27 884	16 845	60,41
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	51 332	34 124	17 208	50,43

V. RESULTATS DE L'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2013

Les résultats arrêtés au 31/12/2013 dégagent un résultat net bénéficiaire de 2 548,10 millions contre un résultat net bénéficiaire de 2 611,84 Millions au 31/12/2012.

L'exercice 2013 est marqué par :

- la politique agressive de collecte des ressources de la clientèle ;
- les transferts effectués pour le compte de la clientèle;
- les intérêts générés par les obligations acquises auprès de diverses sociétés installées dans la zone UMOA qui sont rémunérées au taux moyen de 6 % ;
- les intérêts générés par les titres acquis dans l'opération de titrisation des créances compromises qui sont rémunérés au taux de 6 %.

En millions de FCFA

	31/12/2013	31/12/2012	Ecart	Variation en %
	1	2	3 = 2 - 1	4=3*100/2
Intérêts à notre profit	13 790,81	13 638,99	151,8	1,11
Intérêts à notre charge	5 002,99	4 644,32	358,7	7,72
Net Intérêts	8 787,81	8 994,67	-206,9	-2,30
Produits & Commissions	3 575,71	4 166,31	-590,6	-14,18
Recettes Globales	17 366,50	17 805,31	-438,8	-2,46
Produit Net bancaire	12 363,53	13 160,98	-797,4	-6,06
Frais Généraux	6 156,15	5 596,99	559,2	9,99
Résultat Brut d'Exploitation	5 197,99	6 588,47	-1 390,5	-21,10
Résultat d'Exploitation	2 995,83	3 028,96	-33,1	-1,09
Résultat Net	2 548,10	2 611,84	-63,7	-2,44

Au 31/12/2013, les intérêts et produits assimilés ont atteint 13 790,81 millions contre 13 638,99 millions au 31/12/2012, en progression de 1,11 % par rapport à la période précédente. Des gains intéressants de 1 286,57 millions ont été engrangés sur les obligations acquises auprès de diverses sociétés par l'intermédiaire de la SGI-TOGO, la BOAD et la BCEAO. Les intérêts sur les titres issus de l'opération de titrisation des créances compromises ont atteint pour l'exercice 2013 le montant de 427,5 millions.

Les intérêts à notre charge c'est-à-dire le coût de nos ressources affichent une progression de 7,72%. Ils s'établissent à 5 002,9 millions contre 4 644,3 millions l'année précédente. Cette situation est imposée par le marché, car nous avons besoin des ressources d'épargne et à terme pour les opérations de transferts, de crédits et de placement.

Nous observons que la marge d'intérêts couvre les frais de personnel à hauteur de 313,97 % et le total des charges de fonctionnement à hauteur de 142,75 %.

Les produits et commissions ont régressé de 14,18 % sur la période. Ils s'élèvent à 3 575,71 millions contre 4 166,31 millions au 31/12/2012. Il faut noter que l'ensemble des commissions et produits assimilés au 31/12/2013 couvrent les frais de personnel à hauteur de 127,75 % et le total des charges de fonctionnement à hauteur de 58,09 %.

Le produit net bancaire passe de 13 160,98 millions à 12 363,53 millions au 31/12/2013, soit une régression de 6,06 %.

Nous notons que le produit net bancaire couvre les frais de personnel à hauteur de 441,72 % et le total des charges de fonctionnement à hauteur de 200,84 %.

L'ensemble des frais généraux a enregistré une hausse de 9,99% et se chiffrent à 6 156,1 millions contre 5 596,9 millions en 2012 ; Cette hausse s'explique par le fonctionnement des points de vente.

Après une dotation aux amortissements de 1 138,5 millions, le Résultat Brut d'Exploitation au 31/12/2013 fait ressortir un solde positif de 5 197,9 millions, en régression de 21,10 % par rapport à l'année précédente.

Après des dotations aux provisions sur les créances douteuses de 3 329,6 millions, des dotations aux provisions pour pertes et charges de 87,0 millions, des reprises sur provisions sur les créances compromises de 1 136,8 millions, et les reprises d'amortissements de 77,7 millions, le Résultat d'Exploitation ressort à 2 995,8 millions contre 3 028,9 millions au 31/12/2012 soit une régression de 1,09%.

Après des charges exceptionnelles de 1,7 million, les profits sur exercices antérieurs de 16,5 millions, les profits exceptionnels de 6,1 millions, les pertes sur exercices antérieurs de 2,9 millions et l'impôt sur le résultat de 465,6 millions, le Résultat Net ressort positif de 2 548,1 millions contre un résultat net positif de 2 611,8 millions au 31/12/2012 soit une baisse de 2,44% imputable essentiellement aux provisions constituées.

VI. COEFFICIENT D'EXPLOITATION

Le coefficient d'exploitation mesure l'efficacité de l'exploitation. Moins il est élevé plus notre exploitation sera rentable.

Calcul de coefficient d'exploitation

$$\text{Coefficient brut d'exploitation} = \frac{\text{Frais généraux}}{\text{Produit net bancaire}} \times 100$$

$$\text{Coefficient net d'exploitation} = \frac{\text{Frais généraux} + \text{Dotations aux amortissements}}{\text{Produit net bancaire}} \times 100$$

(*) En millions de FCFA

Désignation	31/12/2012	31/12/2012	31/12/2013	2012/2012	2013/2012
Produit Net Bancaire *	12 465,7	13 161,0	12 363,5		
Frais généraux*	5 227,1	5 597,0	6 156,1		
Dotations aux amortissements *	1 133,8	1 221,1	1 138,5		
Coefficient brut d'exploitation	41,93%	42,53%	49,79%	0,60%	7,27%
Coefficient net d'exploitation	51,03%	51,81%	59,00%	0,78%	7,20%

Le coefficient brut d'exploitation s'est dégradé de 7,27 points entre 2012 et 2013 pour s'établir 49,79 % au 31/12/2013 contre 42,53 % un an plus tôt. La norme maximale est d'environ 60 %. Le bon niveau du coefficient d'exploitation est lié à l'effet d'une croissance soutenue du produit net bancaire par rapport à celle des frais généraux.

VII. RESPECT DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Les fonds propres effectifs ressortent positifs à 18 567 millions contre 17 178 millions en 2012 et permettent de respecter les normes prudentielles y afférentes.

Le ratio de solvabilité est satisfaisant et s'établit à 12,13 % contre un minimum requis de 8 %. De même, le ratio de crédits aux dirigeants est de 11,82 % contre une norme maximale de 20 %.

Le ratio de couverture des immobilisations et des participations par des fonds propres effectifs se situe à 54,34% contre une norme maximale de 100 %.

Des efforts sont en train d'être menés pour satisfaire les deux autres ratios suivants :

- Couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables ; ce ratio s'établit à 31,19 % pour un minimum requis de 50 %.
- Ratio de liquidité s'est établi à 49,88% pour un minimum requis de 75 %.

VIII. RELEVEMENT DU CAPITAL SOCIAL

Dans l'optique de la promotion du système bancaire et financier sain et solide et susceptible de contribuer efficacement au financement du développement économique et en application des dispositions du relèvement du capital social, il a été imposé aux banques par la BCEAO de porter le capital social à cinq milliards de FCFA au plus tard le 31 décembre 2009 et plus tard à dix milliards.

Par décret N° 2013-298/PR du 30 décembre 2009, le capital de l'UTB a été augmenté de 3 milliards par incorporation des réserves pour atteindre le niveau de 5 milliards requis.

L'UTB se propose de porter son capital social à dix milliards au cours de l'adoption des comptes de l'exercice 2013 par une incorporation des réserves pour un montant de cinq milliards.

IX. EFFECTIFS

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Cadres – Gradés – Employés	241	242
Personnel de service (Chauffeurs, Plantons)	19	19
TOTAL	260	261

Compte tenu de nos objectifs, nous avons opté pour une adaptation des ressources humaines aux réalités financières de la banque.

Par ailleurs, et dans le souci d'élever le niveau de qualification professionnelle des employés, la banque a inscrit en formation les agents à l'Institut Technique de Banque (ITB) ainsi qu'aux cours diplômants de CAP et BP.

La banque a fait bénéficier à certains de ces agents de séminaires de courte durée sur des thèmes variés touchant des aspects importants de l'activité bancaire y compris la monétique.

X. PRIVATISATION

L'appel d'offre pour la privatisation de l'UTB est déclaré infructueux par la Commission de Privatisation après analyse de l'unique offre reçue dont l'offre financière est jugée inacceptable.

Le processus de privatisation pourra être relancé à une date ultérieure si les autorités le juge nécessaire.

XI. PERSPECTIVES

Messieurs les membres du Conseil d'Administration,

L'exercice 2013 s'est déroulé dans un environnement économique stable. Les efforts déployés pour renouer avec les grands équilibres macro-économiques ont abouti au renforcement des relations avec les bailleurs de fonds internationaux, autorisant l'espoir d'une densification des investissements productifs.

L'objectif pour notre Institution demeure le maintien d'une rentabilité durable passant nécessairement par :

- La qualité des services et l'accueil de la clientèle qui restent des exigences premières dans les actions quotidiennes de la banque ;
- Une compétitivité soutenue qui demeure l'instrument incontournable de survie et de croissance dans un environnement de multiplication continue des acteurs du secteur ;
- Un développement sélectif et prudent de nos emplois avec une adaptation permanente à l'état de notre trésorerie et dans une appréciation objective des exigences sur la crise actuelle,
- La poursuite d'une politique efficace d'assainissement de notre portefeuille et l'accentuation des actions de recouvrement de nos créances compromises,
- Le maintien d'une trésorerie stable, élément indispensable à une exploitation harmonieuse de la banque,
- Le renforcement de la sécurité de traitement et d'exécution des opérations bancaires,
- Une recherche permanente des gains de productivité et la maîtrise des frais généraux,
- L'accélération et le meilleur suivi des procédures de recouvrement des créances compromises avec le concours souhaitable d'une justice plus transparente, plus efficace et plus équitable,
- La poursuite de la densification sélective de nos points de vente.

Il est bien entendu que la banque ne peut atteindre ses objectifs que dans un esprit de rigueur partagé par l'ensemble du personnel. La consolidation et la pérennité de sa santé financière exigent ce préalable.

L'ensemble des performances acquises durant l'exercice 2013 n'a été rendu possible que grâce au dévouement, à l'efficacité des membres du Conseil de Surveillance et du Conseil d'Administration ainsi qu'à la fidélité renouvelée de notre clientèle et à la qualité du travail du personnel. Un hommage mérité doit être rendu à chacun de ces acteurs.

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

RAPPORT GENERAL

Mesdames et Messieurs les membres
du Conseil de Surveillance
UTB S.A.

Lomé (Togo)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil de Surveillance, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la société UTB S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2013 avec une situation nette de 21 480 millions de francs CFA, le compte de résultat faisant ressortir un bénéfice net de 2 548 millions de francs CFA. Le présent rapport porte sur :

- le contrôle des états financiers de synthèse,
- les vérifications des obligations légales et réglementaires.

1. CONTROLE DES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément au Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

Nous certifions que les états financiers de synthèse sont, conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. VERIFICATIONS DES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes internationales et aux dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, aux vérifications spécifiques.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres du Conseil de Surveillance sur la situation financière et les états financiers de synthèse.

3. AUTRES VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé aux vérifications spécifiques, à savoir, le respect des dispositions de l'article 45-3 de la Loi 2009-019 du 27 Août 2009 portant loi Bancaire au sein de l'UEMOA, tout prêt ou garantie quel qu'en soit le montant consenti par l'UTB S.A. à ses Dirigeants, à ses principaux Actionnaires, associés ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administrateur ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social, doit être approuvé à l'unanimité par les membres du Conseil d'administration.

Conformément aux dispositions précitées, les financements consentis aux personnes ci-dessus visées, s'élevant à 263 millions de francs CFA au 31 décembre 2013, ont fait l'objet d'une approbation, à l'unanimité des membres du Conseil d'Administration.

Lomé, le 04 juin 2014.

EFOGERC
Membre Indépendant **BKR**
International

Kodjo ADOKOU
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes

AUDIT & CONSULTING CENTER
(A2C)

Sylvain Koffi EKON, CPA
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes

Mesdames et Messieurs les membres
du Conseil de Surveillance
UTB S.A.

Lomé (Togo)

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre banque, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

I. CONVENTIONS AUTORISEES AU COURS DE L'EXERCICE

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 440 de l'Acte Uniforme sur le droit des sociétés commerciales et du GIE de l'OHADA, **d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article 438 de l'Acte Uniforme sur le droit des sociétés commerciales et du GIE de l'OHADA.

II. CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Nous n'avons été avisés d'aucune convention conclue au cours d'exercices antérieurs entrant dans le cadre de ces dispositions.

Lomé, le 04 juin 2014.

EFOGERC

Membre Indépendant **BKR**
International

AUDIT & CONSULTING CENTER
(A2C)

Kodjo ADOKOU

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes

Sylvain Koffi EKON, CPA

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes

BILANS

		DEC 2800	
		désigné à la publication	
ETAT : TOGO		ETABLISSEMENT : UTB	
C	31/12/2013	T0009T	AC 01 A 3
C	Date d'arrêté	C I B	LC D F P M
POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2012	31/12/2013
A10	CAISSE	8 136	7 279
A02	CREANCES INTERBANCAIRES	22 554	18 808
A03	- A vue	20 210	14 408
A04	. Banques Centrales	17 689	10 438
A05	. Trésor Public , CCP	0	0
A07	. Autres établissements de crédit	2 521	3 970
A08	- A terme	2 344	4 400
B02	CREANCES SUR LA CLIENTELE	115 754	122 990
B10	- Portefeuille d'effets commerciaux	1 690	749
B11	. Crédits de campagne	0	0
B12	. Crédits ordinaires	1 690	749
B2A	- Autres concours à la clientèle	54 316	46 867
B2C	. Crédits de campagne	0	0
B2G	. Crédits ordinaires	54 316	46 867
B2N	- Comptes ordinaires débiteurs	59 748	75 374
B50	- Affacturage	0	0
C10	TITRES DE PLACEMENT	23 242	22 583
D1A	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 844	6 947
D50	CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
D20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10	99
D22	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 199	9 149
E01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
C20	AUTRES ACTIFS	1 819	1 852
C6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	1 260	387
E90	TOTAL DE L'ACTIF	189 818	190 094

BILAN
déstiné à la publication

DEC 2800

ETAT : TOGO

ETABLISSEMENT : UTB

C 31/12/2013 T0009T AC 01 A 3

C Date d'arrêté C I B LC D F P M

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2012	31/12/2013
F02	DETTES INTERBANCAIRES	36 091	26 586
F03	- A vue	8 360	14 065
F05	. Trésor Public , CCP	6 423	10 196
F07	. Autres établissements de crédit	1 937	3 869
F08	- A terme	27 731	12 521
G02	DETTES A L' EGARD DE LA CLIENTELE	129 596	136 262
G03	- Comptes d' épargne à vue	30 938	32 324
G04	- Comptes d' épargne à terme	2	4
G05	- Bons de caisse	0	0
G06	- Autres dettes à vue	67 055	59 093
G07	- Autres dettes à terme	31 601	44 841
H30	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	0	0
H35	AUTRES PASSIF	805	1 063
H6A	COMPTES D' ORDRE ET DIVERS	2 556	3 943
L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	760	760
L35	PROVISIONS REGLEMENTÉES	0	0
L10	SUBVENTIONS D' INVESTISSEMENT	0	0
L20	FONDS AFFECTÉS	0	0
L45	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	225	225
L66	CAPITAL OU DOTATION	5 000	5 000
L50	PRIMES LIÉES AU CAPITAL	0	0
L55	RESERVES	5 259	6 871
L59	ECARTS DE REEVALUATION	6 914	6 836
L70	REPORT A NOUVEAU (+/-)	0	0
L80	RESULTAT DE L' EXERCICE (+/-)	2 612	2 548
L90	TOTAL DU PASSIF	189 818	190 094

BILAN
destiné à la publication

DEC 2800

ETAT : TOGO

ETABLISSEMENT : UTB

C 31/12/2013 T0009T AC 01 A 3

C Date d'arrêté C I B LC D F P M

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2012	31/12/2013
		1	3
	ENGAGEMENTS DONNES		
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N1A	En faveur d'établissements de crédit	0	0
N1J	En faveur de la clientèle	6 240	6 603
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
N2A	En faveur d'établissements de crédit	1 664	1 607
N2J	En faveur de la clientèle	26 220	43 122
N3A	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
POSTES	ENGAGEMENTS RECUS		
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N1H	Reçus d'établissements de crédit	0	0
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
N2H	Reçus d'établissements de crédit	4 179	4 131
N2M	Reçus de la clientèle	96 295	91 798
N3E	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

COMPTE DE RESULTAT (en tableau)

destiné à la publication

DEC 2880

ETAT : TOGO

ETABLISSEMENT : UTB

C 31/12/2013 T0009T AC 01 A 1

C Date d'arrêté C I B LC D F P M

en millions
de Francs CFA

POSTE	CHARGES	MONTANTS	
		31/12/2012	31/12/2013
R01	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	4 184	4 635
R03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	1 441	1 411
R04	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle	2 743	3 224
R4D	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	0	0
R05	- Autres intérêts et charges assimilées	0	0
R5E	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
R06	COMMISSIONS	0	0
R4A	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	50
R4C	- Charges sur titres de placement	0	50
R6A	- Charges sur opérations de change	0	0
R6F	- Charges sur opérations de hors bilan	0	0
R6U	CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	460	319
R8G	ACHAT DE MARCHANDISES	0	0
R8J	STOCKS VENDUS	0	0
R8L	VARIATION DE STOCK DE MARCHANDISES	0	0
S01	FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION	5 596	6 155
S02	- Frais de personnel	2 353	2 799
S05	- Autres frais généraux	3 243	3 356
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	1 221	1 139
T6A	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	3 637	2 280
T01	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	2
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2	3
T82	IMPOT SUR LE BENEFICE	472	465
T83	BENEFICE	2 612	2 548
T85	TOTAL	18 184	17 596

COMPTE DE RESULTAT (en tableau)

destiné à la publication

DEC 2880

ETAT : TOGO

ETABLISSEMENT : UTB

C 31/12/2013 T0009T AC 01 A 1

C Date d'arrêté C I B LC D F P M

en millions
de Francs CFA

POSTE	PRODUITS	MONTANTS	
		31/12/2012	31/12/2013
V01	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	12 339	12 505
V03	- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	133	118
V04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	11 606	11 959
V5F	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	600	428
V05	- Autres intérêts et produits assimilés	0	0
V5G	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
V06	COMMISSIONS		
V4A	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	1 738	1 368
V4C	- Produits sur titres de placement	2 926	2 716
V4Z	- Dividendes et produits assimilés	1 358	1 287
V6A	- Produits sur opérations de change	62	45
V6F	- Produits sur opérations de hors bilan	782	500
V6T	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	724	884
V8B	MARGES COMMERCIALES	922	823
V8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
V8D	VARIATION DE STOCK DE MARCHANDISES	0	0
W4R	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
X51	REPRISES D' AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	124	84
X6A	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	78	78
X01	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3	6
X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	54	16
X83	PERTE	0	0
X85	TOTAL	18 184	17 596

BILANS DES EXERCICES 2009 A 2013

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ACTIF	2009	2010	2011	2012	2013
CAISSE	5 490	7 091	6 405	8 136	7 279
Créances interbancaires	19 585	28 031	24 120	22 554	18 808
Créances sur la clientèle	61 193	75 809	110 914	115 754	122 990
Titres de placement	15 457	15 908	19 765	23 242	22 583
Valeurs immobilisées	8 033	21 322	18 977	17 053	16 195
Autres actifs	1064	1099	2381	1819	1 852
Comptes d'ordre et divers	1712	1026	597	1260	387
TOTAL ACTIF	112 534	150 286	183 159	189 818	190 094
PASSIF	2009	2010	2011	2012	2013
Dettes interbancaires	13 172	18 216	33 938	36 091	26 586
Dettes envers la clientèle	85 080	113 498	127 383	129 596	136 262
Autres passifs	394	565	797	805	1 063
Comptes d'ordres divers	823	1 661	1 818	2 556	3 943
Provisions pour risques et charges	454	1 325	760	760	760
Fonds propres	12 611	15 021	18 463	20 010	21 480
TOTAL PASSIF	112 534	150 286	183 159	189 818	190 094

COMPTES DE RESULTATS DES EXERCICES 2009 A 2013

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ELEMENTS	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013
COEFFICIENT D'EXPLOITATION	47,94%	46,58%	41,93%	41,93%	49,79%
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	7 596,50	8 661,28	11 581,68	13 638,99	13 790,81
PRODUITS ET COMMISSIONS	3 978,53	4 798,00	5 033,35	4 166,31	3 575,71
CHIFFRES D'AFFAIRES	11 575,04	13 459,29	16 615,03	17 805,31	17 366,53
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	2 634,46	2 955,15	4 149,25	4 644,32	5 002,99
MARGE D'INTERET	4 962,03	5 706,11	7 432,42	8 994,67	8 787,81
PRODUIT NET BANCAIRE	8 940,57	10 504,12	12 465,78	13 160,98	12 363,53
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 286,02	4 892,84	5 227,13	5 596,99	6 156,15
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	3 890,79	4 756,85	6 344,23	6 588,47	5 197,99
RESULTAT NET	1 014,94	1 550,17	4 032,87	2 611,84	2 548,10

EVOLUTION DES DEPOTS DES EXERCICES 2009 A 2013

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ELEMENTS	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013
CLIENTELE PRIVEE					
Comptes ordinaires créditeurs	41 906	41 108	42 513	43 607	44 873
Comptes à terme	7 523	13 395	17 024	17 229	20 527
Comptes d'épargne	23 189	26 762	28 170	30 940	32 328
Autres dépôts	2 519	8 830	3 924	2 578	2 723
TOTAL CLIENTELE PRIVEE	75 137	90 095	91 631	94 354	100 451
ORGANISMES PUBLICS					
Comptes ordinaires créditeurs	11 707	12 841	23 000	23 387	13 664
Comptes à terme	11 638	10 773	12 752	11 855	22 147
TOTAL ORGANISMES PUBLICS	23 345	23 614	35 752	35 242	35 811
TOTAL GENERAL	98 482	113 709	127 383	129 596	136 262

EVOLUTION DES CREDITS DES EXERCICES 2009 A 2013

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ELEMENTS	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013
CLIENTELE PRIVEE					
Portefeuille effets commerciaux	1 749	3 541	1 044	1 690	749
Comptes ordinaires débiteurs	36 927	38 644	58 984	59 748	73 514
Autres crédits à court terme	9 106	11 764	16 961	10 110	3 742
Crédit à moyen terme	9 709	12 941	23 059	27 027	29 242
Crédit à long terme	433	520	564	613	1 010
Créances douteuses	2 207	3 847	1 544	5 805	6 460
TOTAL CLIENTELE PRIVEE	60 131	71 257	102 156	104 993	114 717
ORGANISMES PUBLICS					
Crédit à moyen terme	3 065	4 552	8 758	10 761	8 273
TOTAL ORGANISMES PUBLICS	3 065	4 552	8 758	10 761	8 273
TOTAL GENERAL	63 196	75 809	110 914	115 754	122 990

EVOLUTION DES FONDS PROPRES EFFECTIFS

Désignation	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
CAPITAL SOCIAL	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
+ Réserves	392	1 176	2 226	5 259	6 871
+ / - Report à nouveau	-231	0	0	0	0
+ Provisions à caractère de réserve	225	225	225	225	225
- Frais et valeurs incorporels	-10	0	-15	-10	-99
- Provisions complémentaires sur créances exigées par la COB	-172	-132	-142	-210	-266
Fonds propres de base	5 204	6 269	7 294	10 264	11 731
Fonds propres complémentaires	5 204	6 269	6 991	6 914	6 836
FONDS PROPRES EFFECTIFS	10 408	12 538	14 285	17 178	18 567

PREMIÈRE RÉOLUTION : ADOPTION DES COMPTES

Le Conseil de Surveillance, agissant en qualité d'Assemblée Générale, après examen des rapports de la Direction Générale et des Commissaires aux Comptes et après avoir pris connaissance du bilan et du Compte de Résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2013 qui dégage un bénéfice net de deux milliards cinq cent quarante huit millions cent six mille huit cent trente cinq (2 548 106 835) FCFA, approuve lesdits rapports, le bilan et le compte de résultat tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉOLUTION : AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le Conseil de Surveillance, agissant en qualité d'Assemblée Générale, décide :

- d'affecter à la réserve spéciale 15 % du bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2013, soit trois cent quatre vingt deux millions deux cent seize mille vingt six (382 216 026) FCFA, portant le solde créditeur du poste « Réserve Spéciale » à un milliard neuf cent vingt cinq millions cent quatre vingt douze mille huit cent quatre vingt seize (1 925 192 896) FCFA;
- de distribuer un dividende de un milliard cinq cent millions (1 500 000 000) de FCFA;
- et de doter la « Réserve facultative » du reliquat, soit six cent soixante cinq millions huit cent quatre vingt sept mille huit cent neuf (665 887 809) FCFA, portant le solde créditeur du poste « Réserve facultative » à cinq milliards neuf cent quatre vingt quatorze millions deux cent cinquante quatre mille neuf cent quatre vingt dix huit (5 994 254 998) FCFA.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RÉOLUTION : QUITUS AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le Conseil de Surveillance, agissant en qualité d'Assemblée Générale, donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes pour leur gestion et tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2013.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RÉOLUTION : POUVOIRS

Le Conseil de Surveillance, agissant en qualité d'Assemblée Générale, confère à tout porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente réunion, tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et faire remplir toutes les formalités de publication légale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Lomé, le 13 juin 2014.